

être les dénoncer comme groupe. Mais voici ses paroles:

...mais ils ne valent rien pour moi en temps d'élection.

Voilà donc sur quoi il appelait le jugement de cette Chambre. Le ministre des élections est fidèle à son passé.

L'hon. M. MOTHERWELL: Terminez la phrase.

M. BEYNON: Il a dit:

...bien qu'ils soient très précieux pour l'autre candidat.

M. VALLANCE: C'est pour cette raison qu'ils se trouvent là.

M. BEYNON: Ensuite, il a cherché à prouver que les libéraux s'étaient fait duper. Il a affirmé qu'un libéral avait été nommé par ci par là, espèce de souffre-douleur qui écoperait dès qu'il y aurait des reproches. Je crois que ses propres collègues lui ont répondu là-dessus. L'honorable député de Last-Mountain (M. Butcher) et l'honorable député de Weyburn ont dit qu'un bouc émissaire n'est pas nécessaire, parce qu'on ne commet pas de faute. L'ancien ministre continue:

Ils ont nommé un groupe qui, franchement, est pire que s'il était composé exclusivement de conservateurs...

Ce qui serait vrai, si le groupe comptait des libéraux. Pour être juste, il faut parfois sacrifier un peu d'efficacité. Partout où un libéral a été nommé le Gouvernement a mis à ses côtés un conservateur de tout premier ordre; ainsi les choses ont assez bien marché.

Voilà, en somme, tout ce qu'a pu dire l'ancien ministre de l'Agriculture contre cette commission. Il s'est écrié que M. Daniel était un organisateur conservateur. Quand il y a de la besogne à faire et qu'on a sous la main un homme apte à cette besogne,—l'ancien ministre avoue lui-même qu'il était bon organisateur,—on n'interroge pas cet homme sur ses préférences politiques, pas plus que sur sa race et sa religion. Voilà précisément ce que nous avons fait dans la formation de cette commission dans la Saskatchewan; et le fait que d'honorables membres, de l'autre côté de la Chambre, en ont fait l'éloge ici même montre bien ce que nous avons accompli.

Ensuite l'ancien ministre a donné un peu d'attention à M. P. H. Gordon, c.r., de Régina. Je connais M. Gordon, avocat qui pratique à Régina depuis nombre d'années, y ayant fait ses débuts tout jeune homme. Aujourd'hui il est à la tête de sa profession, et Régina ne compte pas un citoyen plus respecté que M. Gordon. Il jouit de la haute estime de toute la ville et il s'est dévoué au service public de toutes manières. On l'a prié de collaborer au contrôle de cette commission. Ces fonctions

n'étaient pas rémunérées, et M. Gordon est un homme très occupé; je puis dire même que pas un avocat de Régina n'a autant de causes devant les cours d'appel ou les autres tribunaux. Il m'a affirmé que ce travail prend les neuf dixièmes de son temps; et pour toute reconnaissance l'ancien ministre de l'Agriculture vient lui lancer ici des insinuations voilées. Comment pouvons-nous compter sur le service public de nos hommes de bien s'ils doivent être l'objet de pareil traitement de la part d'un ancien ministre de la couronne, un homme qui devrait être le défenseur du bien et montrer quelques égards à ceux qui se dévouent au service du public pour combattre la crise?

Il a dit ensuite que le ministre actuel de l'Agriculture (M. R. Weir) aurait dû démissionner plutôt que d'acquiescer à la réduction de ses prévisions budgétaires. L'ancien ministre a rendu de précieux services à l'agriculture. Voici un compte rendu paru dans le *Leader-Post* de Régina, le 19 octobre:

Qu'il fallait doter l'agriculture de nouvelles bases, tant dans l'Est que dans l'Ouest, si l'on voulait assurer le salut de nos campagnes et de nos villes, voilà ce qu'a affirmé, samedi matin, l'honorable W. R. Motherwell, d'Abernethy, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement King.

La tâche est trop lourde pour tout individu ou tout gouvernement seul, d'après M. Motherwell. Il est d'avis qu'une commission royale pourrait se rendre compte des faits, découvrir comment d'autres pays ont résolu les problèmes matériels qui confrontent l'agriculture au Canada aujourd'hui, et aurait assez de prestige pour amener le pays à prendre note de ce qui a été fait.

Il a été pendant treize ans ministre de l'Agriculture dans le gouvernement provincial et neuf ans dans le ministère fédéral et, cependant, il dit qu'il faut trouver une nouvelle base pour l'agriculture et qu'il faut nommer une commission royale pour découvrir les faits. Je ne connais rien de ces derniers et même si j'étais au courant, je n'aurais pas assez de prestige pour me faire écouter des gens. L'honorable député vient déclarer au ministre l'Agriculture qu'il aurait dû résigner plutôt que d'accepter cette réduction dans ses crédits. Il se tourna vers le ministre et dit: J'ai résigné une fois d'un gouvernement et suis resté dehors jusqu'à ce que j'aie obtenu ce que je désirais. C'est vrai. Il a résigné. Pendant que j'examinais sa figure l'autre soir, je me demandais justement s'il avait compris la farce ou s'il croyait que nous ne l'avions pas comprise. Le fait est qu'il est resté dehors et lorsqu'il remit sa démission au gouvernement ce dernier a obtenu ce qu'il désirait. Conséquemment, il retira la mesure néfaste, mais la tint toute prête au cas où le chat reviendrait. Depuis cette époque, l'honorable député s'est montré un peu plus lent à résigner et cela explique peut-être le fait qu'il n'a pas écouté les instances de son leader